


+ Ajouter à ma liste de lecture

 **Partager l'article**

Armée vs islamistes, dix ans de guerre civile

Jean-Pierre Peyroulou dans collections 95 (<https://www.lhistoire.fr/parution/collections-95>)

daté avril-juin 2022 - 2396 mots 

Il est un drame sur lequel un silence épais continue de peser en Algérie : la terrible guerre civile qui opposa, dans les années 1990, les islamistes et l'armée. On commence cependant à y voir un peu plus clair dans les responsabilités.

Qualifiée en Algérie de « terrorisme », de « décennie noire » ou encore de « tragédie nationale », c'est une véritable guerre qui oppose, dans les années 1990, les islamistes armés au régime. Si l'Algérie refuse de la considérer comme une guerre civile, c'est que cette qualification contredit la représentation unitaire que le régime a construite depuis l'indépendance en 1962. Ce premier conflit asymétrique du monde post-guerre froide voit pourtant bien s'affronter les Algériens entre eux : les islamistes armés, partisans d'une république islamique sunnite, une armée qui contrôle le pouvoir politique et l'accès à la rente des

hydrocarbures, mais aussi de nombreuses milices paramilitaires auxquelles l'armée et la police sous-traitent la guerre.

Après les émeutes de la jeunesse en octobre 1988 et leur répression sanglante, une nouvelle période s'ouvre, marquée par la fin du parti unique FLN, la liberté de la presse, des réformes économiques et sociales. L'Algérie devient le premier pays du monde arabo-musulman à disposer d'une Constitution démocratique. Le pluripartisme profite au Front islamique du salut (FIS), fondé en 1989, avec à sa tête Abassi Madani, un ancien combattant du FLN, et Ali Belhadj, un prédicateur algérois. Cette formation politique associe la loi islamique, le nationalisme et un discours social trouvant un écho auprès d'une population qui subit les conséquences d'une économie de rente affectée par la baisse du prix des hydrocarbures.

Le courant islamiste vient de loin. Il s'est affirmé au sein du FLN depuis les années 1970. L'État algérien a intégré, en 1984, des dispositions de la charia dans les lois civiles en adoptant le Code de la famille (polygamie, inégalité successorale entre les hommes et les femmes, répudiation...). Mais, pour la première fois, les islamistes sont en mesure d'arriver au pouvoir.

Les islamistes aux portes du pouvoir

Le 26 décembre 1991 le FIS obtient 47,5 % des suffrages au premier tour des élections législatives. La réaction des chefs de l'armée ne se fait pas attendre : le 11 janvier 1992 un coup d'État interrompt les élections. Le président Chadli Bendjedid est congédié pour avoir laissé le FIS arriver aux portes du pouvoir. Il est remplacé, le 14 janvier, par un Haut Comité d'État (HCE). Faute de légitimité dans les urnes, l'armée en recherche une dans la guerre d'indépendance : c'est Mohamed Boudiaf, l'un des chefs du FLN en 1954, qui assure la présidence du gouvernement. Mais les hommes forts du nouveau régime sont des généraux : Khaled Nezzar, ex-chef d'état-major de l'armée et ministre de la Défense, Mohamed Médiène, à la tête du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), l'ex-Sécurité militaire, et Larbi Belkheir, ancien directeur de cabinet du président Bendjedid, ministre de l'Intérieur.

Pourquoi les chefs de l'armée ne veulent-ils pas composer avec le FIS alors qu'ils tolèrent dans de nombreuses coalitions au pouvoir des partis islamistes comme le Hamas ou le Mouvement de la société pour la paix (MSP) ? Sans doute beaucoup d'officiers n'entendent-ils pas vivre dans un pays où il n'y aurait pas de place pour d'autres modes de vie que ceux inspirés par des normes islamiques les plus rétrogrades. Pour autant,

l'armée n'a pas abrogé le Code de la famille ni procédé à une « modernisation », sous l'oeil de la police, à l'instar de la Tunisie de Ben Ali. Mais le FIS refuse de composer avec l'armée et d'autres forces politiques. Sa logique est la même que celle du FLN : un parti unique représentant la nation musulmane algérienne, cela justifie, à ses yeux, d'exiger l'usage exclusif de la rente pétrolière dont dépend le pays. Or, cette dernière est, avec les marchés d'importation, la source de la richesse des chefs de l'armée et de leurs alliés civils. C'est l'erreur du FIS. Le problème de l'armée n'est donc pas la question de l'islamisme mais bien celui de la protection des rentes dans une économie improductive.

Le coup d'État de l'armée est suivi de la répression du FIS. En vertu de l'état d'urgence, Abdelkader Hachani, le chef du FIS (depuis l'emprisonnement de Madani et Belhadj en juin 1991) est arrêté ainsi que des milliers de militants, internés dans des camps ouverts à cet effet dans le Sud.

Le basculement dans la guerre civile commence après l'assassinat du chef d'État Mohamed Boudiaf, le 29 juin 1992, par un membre de sa garde^[1]. La guerre est d'une extrême confusion pendant plus d'une décennie. Son enjeu est le contrôle de la population. Trois groupes armés islamistes y participent. Le Mouvement islamique armé (MIA) rassemble les vétérans de l'islamisme algérien. Il est vite dépassé par les sanglants Groupes islamiques armés (GIA), essentiellement établis dans l'Algérois. Leurs cibles sont aussi bien les forces de l'ordre que les civils : meurtres de policiers et de militaires, attentats dans les villes, barrages sur les routes, égorgement de familles entières, assassinats d'intellectuels, d'artistes, de personnalités politiques. Les GIA contrôlent une grande partie de la périphérie d'Alger et de la Mitidja, par la terreur, mais aussi par l'adhésion des populations qui ont voté massivement pour le FIS. Les GIA interdisent aux familles d'envoyer leurs enfants dans les écoles, aux jeunes appelés de rejoindre l'Armée nationale populaire, et imposent partout où ils le peuvent les préceptes islamiques : port du voile, prières, interdiction de la musique et des jeux... Des milliers de jeunes hommes rejoignent ces groupes armés.

En 1994, dans l'ouest et dans l'est du pays, est formée l'Armée islamique du salut (AIS), en théorie le bras armé de l'ex-FIS. Mais elle n'est guère active en comparaison des GIA qui ont peu à peu le quasi-monopole de la guerre et des ressources qu'elle offre.

Des milliers de disparus

L'armée, la police et les services de renseignement répondent par la

guerre antisubversive contre les islamistes. Ils créent des unités spéciales, les « forces combinées », qui sèment, elles aussi, la terreur dans les communes de la périphérie d'Alger, en particulier la nuit, à la recherche d'islamistes, les conduisant en centre d'interrogatoire dans des casernes ou des commissariats, où la torture est souvent employée. Salah-Eddine Sidhoum, médecin et défenseur des droits humains, a analysé, en 1999, les conditions d'enlèvement de 2 611 personnes par les forces dites « de sécurité ». Un tiers environ ont eu lieu dans les communes pauvres du Grand Alger ; 48 % des arrestations se sont déroulées au domicile. L'essentiel des disparitions se sont produites dans les années 1993-1994.

Cette lutte antisubversive est à comparer à celle mise en oeuvre en Égypte en 2013, après le coup d'État d'al-Sissi et de l'armée contre Mohamed Morsi et les Frères musulmans. L'armée et la gendarmerie forment aussi de nombreuses milices composées de civils armés (patriotes, gardes communaux...), chargées d'assurer la sécurité des villages et des petites villes. Elles commettent de terribles exactions dans la région de Relizane. Enfin et surtout, les GIA sont largement infiltrés par le DRS puis retournés, comme le chef du GIA Djamel Zitouni. La guerre ne se joue pas seulement dans le déchaînement de la violence des deux camps. Elle est aussi déterminée par la situation économique et financière. L'économie algérienne, on l'a vu, est fondée sur l'exportation des hydrocarbures, qui permet en retour de financer de nombreuses importations, y compris alimentaires. Or, le prix du baril de pétrole baisse : 16,30 dollars en 1994 contre 18,50 dollars en 1989. La dette extérieure représente 67,8 % du PIB en 1994 ; 92 % des revenus d'exportations sont consacrés au service de la dette. L'Algérie est donc en situation de cessation de paiement.

Les prêts consentis par le Club de Paris, le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne sauvent le pays de la faillite. En échange, l'Algérie accepte d'ouvrir ses entreprises au capital étranger et dévalue fortement le dinar, ce qui entraîne une augmentation du prix des produits de base, désormais moins subventionnés par l'État. Mais les pays créditeurs de l'Algérie, comme la France et les États-Unis, ne conditionnent pas leur aide à la recherche d'une solution politique à la guerre – même s'ils sont officiellement favorables à une solution négociée.

C'est à l'initiative de la communauté catholique Sant'Egidio, en novembre 1994 puis en janvier 1995, que se tiennent à Rome des réunions entre le FIS, le FLN et le Front des forces socialistes (FFS). Mais la communauté internationale ne s'implique guère pour soutenir ouvertement le « contrat de Rome » qui en sort en janvier 1995 pour rétablir la paix civile.

L'heure n'est d'ailleurs pas à la négociation. Le terrorisme frappe la

France entre décembre 1994 (prise d'otage du vol Air France Alger/Marseille-Marignane) et l'été 1995 (attentats de Paris, dont celui du métro Saint-Michel). Ces attentats sont revendiqués par le GIA mais de très nombreux éléments attestent qu'ils furent certainement organisés par les services de renseignement. En exportant la violence en France, l'armée et les services de renseignement veulent contraindre le gouvernement français à soutenir leur politique éradicatrice envers les islamistes. Et, de fait, la France apporte un soutien prudent au pouvoir algérien.

L'armée, maîtresse du jeu, entreprend dès lors de restaurer une façade démocratique et organise des élections. Le 16 novembre 1995 le général Liamine Zeroual est élu à la présidence avec plus de 61 % des voix. Sans venir à bout des islamistes armés, la double stratégie d'éradication et de retour aux urnes consolide le pouvoir algérien. En 1996 un référendum constitutionnel est organisé. Un an plus tard se tiennent les premières élections législatives depuis le coup d'État. Le pouvoir redevient ainsi légitime aux yeux de la communauté internationale. Grâce au rééchelonnement de la dette et à la relance de la production gazière, il trouve les moyens d'élargir le cercle des bénéficiaires de la rente et de financer la guerre.

Les islamistes armés ne sont jamais en mesure de renverser l'État. Au fil des années, les GIA cherchent surtout à contrôler des territoires et à s'approprier des richesses. La guerre devient de plus en plus illisible. Les GIA, indirectement contrôlés par les services de renseignements, se font la guerre entre eux. L'Armée islamique du salut (AIS) et l'armée collaborent contre des maquis islamistes. Si les violences baissent d'intensité, elles restent encore à un niveau très élevé, 500 morts par mois environ dans les années 1995-1999, et continuent de plonger les populations dans la terreur.

Elles redoublent au cours du mois de septembre 1997 dans un contexte particulièrement confus. Le président Zeroual cherche un accord pour la paix avec les anciens chefs du FIS Hachani et Madani, qui viennent d'être libérés de prison et veulent revenir dans le jeu politique. L'armée, qui contrôle de nombreux groupes armés, campe, elle, sur sa stratégie éradicatrice. C'est alors qu'une série de grands massacres surviennent dans des agglomérations pauvres du Grand Alger. A Raïs les GIA égorgent et brûlent vives entre 98 et 300 personnes selon les sources. A Beni Messous, dans une zone pourtant très militarisée, 90 personnes sont tuées par des terroristes. A Bentalha 400 habitants d'un quartier sont assassinés la nuit dans leurs maisons, sans que l'armée intervienne,

comme le raconte un survivant. En laissant faire ces massacres, l'armée signifie-t-elle à Zeroual qu'il n'est pas question que la sortie de guerre passe par un accord politique avec l'ex-FIS ? Enfin, 1 400 personnes sont massacrées dans l'Ouarsenis à la fin du mois de décembre 1997 et au début du mois de janvier 1998.

Une difficile sortie de guerre

Au cours des deux premiers mandats d'Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999 puis en 2004 à la tête de l'Algérie avec le soutien de l'armée, la sortie de guerre est lente et chaotique. La violence armée dure en réalité jusqu'au milieu des années 2000. La politique de « concorde civile », mise en place le 13 juillet 1999, permet aux islamistes armés qui se rendent de bénéficier d'une amnistie ; celle de « réconciliation nationale », approuvée par référendum le 29 septembre 2005, offre des indemnisations aux familles de disparus, des aides aux familles d'islamistes armés tués, l'impunité aux groupes armés qui abandonnent la violence et aux agents des forces de l'ordre. Toute poursuite judiciaire devient impossible. Il n'y a, en effet, aucun procès public d'islamistes armés ou de membres des forces de l'ordre. Le travail d'enquête et d'établissement de la vérité sur cette période est assimilé à une « atteinte aux institutions de l'État » et, à ce titre, passible de peines de prison. Mais c'est l'amélioration très nette de la situation économique qui est réellement décisive dans le retour de la paix. La forte remontée du cours des hydrocarbures permet le financement de nombreuses dépenses sociales, une politique de construction de logements et d'infrastructures, une progression du niveau de vie des Algériens et l'émergence d'une classe moyenne.

Cette amélioration de la situation sécuritaire n'empêche pas la grande révolte de la Kabylie en 2001 (le « printemps noir »). Les causes de la contestation populaire, dans une région pourtant relativement préservée pendant la guerre, sont multiples, et pas seulement culturelles. Elle prend la forme d'émeutes après la mort d'un jeune homme dans une gendarmerie et rassemble des centaines de milliers, peut-être 2 millions, de manifestants à Alger.

Le paradoxe de cette terrible décennie est que, si les islamistes n'ont jamais été en mesure de conquérir le pouvoir, ils ont gagné, en revanche, la bataille culturelle et religieuse : les normes islamiques se sont généralisées dans presque toute la société et se sont déployées dans l'espace public. Les femmes ont été les premières à les subir. Le port du voile intégral s'est répandu. Même si, dans le même temps, les étudiantes ont été de plus en plus nombreuses à l'université.

Vingt ans après, nous ignorons toujours le nombre de morts. Des chiffres aussi élevés que 100 000 morts, jusqu'à 200 000, circulent. Ce que l'on sait avec certitude, c'est que 6 146 Algériens au moins ont disparu du fait des forces dites « de sécurité », pour lesquels les familles ont obtenu des indemnisations de l'État. L'oubli, le mensonge et l'impunité accompagnent maintes sorties de guerre civile, surtout quand elles se font sans véritable transition politique. Un silence épais, aussi bien du pouvoir que de la société, pèse toujours en Algérie sur cette décennie, tandis que la mémoire de la guerre d'indépendance surabonde. Or, la mise à plat de cette histoire récente détermine bien plus l'avenir de la société algérienne que celle de la guerre d'indépendance.

Il se pourrait même que la saturation des esprits par la mémoire de la guerre d'indépendance soit aussi un moyen, largement impensé, de recouvrir cette dernière guerre. Pour combien de temps ? Mais un Français est le plus mal placé pour poser cette question.

NOTE

1. Selon son fils, cet assassinat fut commandité par le général Larbi Belkheir pour des questions de corruption.

CHRONOLOGIE

La décennie noire

1988, octobre – Des émeutes sont fortement réprimées par les autorités. Fin du parti unique.

1989 – Formation du Front islamique du salut (FIS), qui associe la loi islamique à un discours nationaliste et social.

1991, 26 décembre – Des élections législatives pluralistes ont lieu ; le FIS remporte 47,5 % des suffrages au premier tour.

1992, 11 janvier – Un coup d'État de l'armée met fin au processus démocratique. Un Haut Comité d'État dirige officiellement le pays.

1992, 29 juin – L'assassinat du chef de l'État Mohamed Boudiaf fait basculer le pays dans la guerre civile.

1994-1995 – Deux attentats terroristes revendiqués par les GIA frappent la France.

1995-1997 – L'armée entame une stratégie de légitimation de son pouvoir en organisant des élections et un référendum.

1997, septembre – Série de grands massacres commis par les GIA dans le Grand Alger. L'armée laisse faire.

1999, 15 avril – Avec le soutien de l'armée, Abdelaziz Bouteflika est élu président de l'Algérie. Début du lent processus de sortie de guerre.

1999, 13 juillet – Une politique de « concorde civile » décide d'une amnistie en faveur des islamistes qui se rendent.

A SAVOIR

Après le massacre d'environ 400 civils à Bentalha, l'incompréhension d'un rescapé : pourquoi les militaires ne sont pas intervenus ?

« Les assaillants [GIA] ont investi la zone. Ils avancent en plaçant des bombes, s'introduisent dans les maisons et massacrent. On entend leurs rires frénétiques, déments, et les hurlements des victimes qui essaient de s'échapper. Les habitants fuient vers l'ouest, tandis que Boudjemaâ [un voisin], muni de son fusil, les couvre. Les assaillants les poursuivent, [...] et passent d'une demeure à l'autre, calmement, méthodiquement, sans aucune crainte. Ils « nettoient » les lieux, tuant et pillant tout sur leur passage. [...] Que font les militaires ? [...] Pourquoi les blindés installés dans la maison de vieillesse, à 1,5 km d'ici, ne sortent-ils pas ? »

N. Yous, *Qui a tué à Bentalha ? Algérie : chronique d'un massacre annoncé*, La Découverte, 2000, pp. 183-184.

A SAVOIR

Le « triangle de la mort » algérois

En 1995 et 1996 deux attentats ciblés touchent le centre d'Alger. En août-septembre 1997 une série de massacres sont commis dans le « triangle de la mort », ces communes du sud et de l'est d'Alger. Alors que l'armée procède à des ratissages contre les islamistes et terrorise les civils, les GIA répondent par des massacres. En trois mois, à Bentalha, Raïs et Beni Messous, des centaines de femmes, enfants, vieillards, sont égorgés et brûlés vifs. L'armée n'intervient pas.

L'AUTEUR

Jean-Pierre Peyroulou est professeur agrégé et docteur en histoire. Il a notamment publié une *Histoire de l'Algérie*, depuis 1988 (La Découverte, « Repères », 2020).